

**Edito du journal de septembre 2008****Mesures d'accompagnement pour aller où?****Il faut remettre en question la démarche actuelle**

Le mercredi 10 septembre, le Conseil fédéral a annoncé qu'il mettait en consultation le projet d'utiliser les recettes douanières sur les produits agricoles pour financer les mesures d'accompagnement d'un éventuel accord de libre-échange avec l'Union européenne. A hauteur de 400 millions par année de 2009 à 2016.

Soit, l'argent est là... ou presque mais c'est évidemment loin d'être suffisant.

Ce qui nous inquiète c'est la démarche engagée par Mme Doris Leuthard pour déterminer les mesures d'accompagnement. Démarches d'ailleurs identiques au sein du groupe de lobby «Communauté d'intérêts pour le secteur agro-alimentaire suisse» ou de l'Union Suisse des Paysans. Mme Leuthard a chargé ses 17 «experts» représentant différents milieux de plancher pendant trois mois sur des propositions de mesures d'accompagnement intéressantes pour leur secteur. Imaginez la foire d'empoigne... L'OFAG se retrouvera avec plusieurs centaines de propositions. Bon nombre d'entre elles seront contradictoires. Un tel procédé est voué à l'échec; il n'aboutira qu'à un catalogue bigarré de propositions sans queue ni tête.

Il est urgent de bloquer le processus engagé et de se remettre au bon niveau: celui de fixer la stratégie pour le secteur «agro-alimentaire» suisse. Où voulons-nous aller, comment, avec qui? Qu'il y ait un accord de libre-échange avec l'UE, au sein de l'OMC ou non. Il nous faut dessiner un avenir qui permette d'entrevoir des filières qui soient rémunératrices à tous les échelons. Il n'est pas envisageable de soutenir une réflexion qui se base au départ sur une réduction de moitié du revenu du secteur. Quelle profession est prête à prendre un tel projet mortifère à son compte? Quel citoyen-contribuable est prêt à soutenir une vision qui aboutirait au fait que les paiements directs serviraient à couvrir les coûts de production? Le projet du Conseil fédéral n'est pas vendable.

Nos destinées, au sein de la filière agro-alimentaire, sont liées. Il nous faut trouver des solutions pour valoriser nos diverses productions. Nous ne pouvons nous concentrer que sur la production à haute valeur ajoutée car nous atteindrions bien trop vite les limites d'un tel système. Ne cherchons pas à faire une agriculture de luxe. il nous faut une agriculture qui offre des produits variés et accessibles à tous les consommateurs. Cherchons ensemble comment les mettre en valeur en Suisse et accessoirement en Europe. Il y a assurément encore une belle marge de manoeuvre pour développer le marché suisse. L'accès à l'Europe restant valable pour autant que ce soit des marchés rémunérateurs et non des zones de bradages de nos produits qui ne font que déstabiliser, à terme, le marché. Pour établir le climat de confiance nécessaire à la construction d'un avenir commun, il est tout aussi urgent de mieux répartir les marges au sein des filières et d'avoir enfin de la transparence. Que le beurre, l'argent du beurre et les bénéfices de l'AOC Gruyère restent aux mains de deux acteurs n'est pas durable. Parlons-en rapidement avant qu'il ne soit trop tard!

Uniterre